Mars 2022

Ressources Conseillées

Document réalisé dans le cadre de la rencontre :

« Des Quartiers en Transition » #6 Se loger demain : de la précarité énergétique au logement vertueux

Sommaire

1. Eléments de cadrage généraux 2
   - **1.1 Transition, habitat et précarité énergétique 2**
   - **1.2 Précarité énergétique 3**
   - **1.3 Ressources et contributions IREV 5**
2. Cadre législatif et réglementaire : textes de référence 6
   - **2.1 Textes nationaux 6**
   - **2.2 Développement durable, transition et résilience 6**
   - **2.3 Cadre régional 7**
3. Aller plus loin 8
4. Sites internet de référence 9

1. Eléments de cadrage généraux

1.1 Transition, habitat et précarité énergétique

- Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), **La rénovation urbaine : un levier pour la transition écologique**, En villes, le mag de l'anru, janvier 2021

Résumé : L'excellence écologique n'est pas réservée aux populations privilégiées. Son impact positif sur la santé, sur les dépenses énergétiques des habitants, et même sur l'emploi, la place au contraire au cœur des préoccupations des acteurs de la rénovation urbaine.

https://www.anru.fr/actualites/la-renovation-urbaine-un-levier-pour-la-transition-ecologique

- Réseau national des centres de ressources politique de la ville**, Politique de la ville et transitions. Contribution des centres de ressources politique de la ville**, Novembre 2021, 67 p.

Résumé : Cette note permet d'illustrer la manière dont les CRPV ont abordé dans la période récente (qui reste marquée par la crise sanitaire) le vaste sujet des interrelations entre transitions et quartiers en politique de la ville. Elle s'appuie sur une
observation de leurs territoires, la mise en valeur d'actions de terrain répondant à certains de ces enjeux et des opportunités de partenariat (qui restent à consolider / généraliser).

http://cosoter-ressources.info/index.php?lvl=notice_display&id=82104

- Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)**, Transition écologique et cohésion des territoires : quatre défis à relever**, octobre 2020, 5 tomes, 196 p.

Résumé : Tous les territoires sont concernés par les enjeux écologiques, mais de manière variable selon leur situation géographique, leurs spécialisations économiques et leurs ressources propres. Pour que la transition écologique devienne une réalité pour tous, quatre défis sont à relever : l'intégration du vivant dans les politiques territoriales ; la transformation des modes de production, de consommation et de vie ; la prise en compte des enjeux de justice territoriale et sociale ; la création de nouveaux mécanismes de coopération et de solidarité entre les territoires. Ces défis réinterrogent en profondeur la vie des territoires et les modalités de l'action publique ainsi que le montre l'ouvrage "La transition écologique comme moteur de la cohésion des territoires".

Cette publication est le fruit du travail conduit en 2019 par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) avec des élus, des chercheurs et des praticiens pour expliciter ces enjeux, dessiner des pistes de solutions et identifier des actions initiées dans les territoires, partout en France.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33640

- **RésOville, Session 3. Solidarité & Résilience,** cycle quartiers en transition, mise en débat, septembre 2020, 1h30

Résumé : si la crise sanitaire a révélé des fractures socio-économiques importantes, elle a également permis de montrer (à nouveau) l'importance du sentiment et des réseaux de solidarités dans les quartiers afin de garantir une résilience.

Valoriser ces actions et s'en inspirer pour réfléchir aux évolutions, aux transitions nous apparait essentiel.

Dans cette Mise en débat étaient accueillis les participants suivants : Clara Villar (DREAL, experte en résilience), Georges Cavret (Guetteurs d'injustice) et Stéphanie Lamarche Palmier (porteuse du projet "Sortir de la précarité énergétique à Roubaix) avec une habitante du programme : Brigitte Barret

https://www.youtube.com/watch?v=6y4W_NVIMxQ&t=60s

- Anru, **Enjeux énergétiques - Leur prise en compte dans les projets de renouvellement urbain,** Editions de l'Aube, bibliothèque des territoires, novembre 2015, 104 p.

Résumé : Ce livre est le fruit du travail des équipes de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) et de certains de ses partenaires. Il est préfacé par Jean Jouzel, climatologue. Si rien n'était fait pour maîtriser l'augmentation de l'effet de serre liée aux activités humaines, le réchauffement moyen serait supérieur à 4 °C en 2100. Or plus de 30 % de la consommation d'énergie finale sont dus au secteur du bâtiment. Riche d'un bilan de rénovations entreprises dans 500 quartiers durant ces dix dernières années, le Pôle d'Appui Opérationnel de l'ANRU nous offre ce « guide pratique » qui pose les enjeux majeurs liés à l'énergie en zone urbaine et donne des recommandations pour l'élaboration de stratégies énergétiques. Je suis convaincu que cet ouvrage à destination des professionnels de l'urbanisme, plus particulièrement de la rénovation urbaine, sera un outil extrêmement utile pour les projets à venir. Et par là même pour la lutte contre le réchauffement climatique.

file:///C:/Users/P55BE~1.AUC/AppData/Local/Temp/guide_2015_enjeux_energetiques_pnru_2.pd

- Ademe, **Etude prospective sur les impacts du changement climatique pour le bâtiment à l'horizon 2030 à 2050**, rapport final, 2015, 110 p.

Résumé : Dans le cadre du développement de son rôle incitatif dans le domaine de l'adaptation au changement climatique, l'ADEME a confié au groupement BURGEAP, Franck Boutté consultants et WattGo la mission d'analyser de plus près l'impact du changement climatique sur le bâtiment.
Les objectifs de l'étude sont d'analyser les enjeux du changement climatique pour le bâtiment, pour son environnement immédiat et pour ses usages. Ces enjeux relèvent à la fois des tendances climatiques et de l'évolution des extrêmes climatiques ainsi que de la sensibilité spécifique des différents espaces bâtis.
Sur la base de cette approche analytique, un processus de consultation des parties prenantes (maîtres d'ouvrages, maîtres d'œuvres, industriels, acteurs institutionnels) et des experts académiques a été conduit permettant l'organisation d'un séminaire participatif.
Ce processus conduit à proposer des pistes d'action pour l'ADEME s'inscrivant dans un processus de gestion adaptative et comprenant à la fois des mesures incrémentales (face aux aléas d'épisode canicules, d'augmentation des températures moyennes estivales et de retrait-gonflement des argiles) et des mesures systémiques permettant une adaptation globale structurante du secteur du bâtiment.

https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/prospectiveimpacts_changement_climatiquebatiment.pdf

- Ademe**, Nos logements en 2050 : quelles évolutions pour notre habitat ?** synthèse de travaux prospectifs, ADEME, juillet 2016, 16 p.

Résumé : Évolution des modes de vie, enjeux environnementaux : nos logements s'adaptent. Réussir notre transition énergétique et écologique passe par une mutation de l'habitat, qui doit devenir plus sobre et plus respectueux de l'environnement. Entre la raréfaction des ressources, le changement climatique et les évolutions des modes de vie, l'exercice est complexe.

Mais il est aussi nécessaire et passionnant : les pistes existent déjà pour imaginer des logements pour demain, confortables, agréables à vivre, peu consommateurs de ressources, alimentés par les énergies renouvelables, bien insérés dans leur environnement.

https://librairie.ademe.fr/cadic/2288/fiche-evolution-habitat-2050.pdf

1.2 Précarité énergétique

- ONPE, **« Comment mettre en œuvre des projets de lutte contre la précarité énergétique : bonnes pratiques et étapes clés »**, guide pratique, mai 2019, 100 p.

Résumé : L'ONPE publie le guide pratique « Comment mettre en œuvre des projets de lutte contre la précarité énergétique : bonnes pratiques et étapes clés » ainsi que 12 fiches synthétiques « actions exemplaires ». Ces outils sont le fruit de retours d'expériences des acteurs et s'adressent à tous les acteurs souhaitant porter ou développer un projet de prévention de la précarité énergétique sur leurs territoires.

https://www.precarite-energie.org/IMG/pdf/guide_me_thodologique_pre_carite_e_nerge_tique_onpe_vf.pdf

- ADEME, **Précarité énergétique. Comment la combattre – Mobiliser, Prévenir et Agir**, décembre 2017, 18 p.

Résumé : Il s'agit d'une synthèse multimédia du colloque ADEME-ONPE sur la précarité énergétique du 22 novembre 2016 à Paris.

Elle permet d'accéder, le plus aisément et le plus directement possible aux informations essentielles de la journée. Le document offre plusieurs niveaux de lecture avec les résumés écrits enrichis de photos, de vidéos, d'interviews et de diapositives PowerPoint.

Les vidéos se composent d'une part des synthèses vidéo qui redonnent en quelques minutes les principales informations d'une table ronde ou d'une prise de parole, d'autre part des versions intégrales qui ont une fonction de verbatim audiovisuel.

https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/colloque2016_onpe_ademe_actes.pdf

- Rachel Guyet**, Précarité énergétique et justice énergétique : un droit à l'énergie est-il pensable ?** Dans L'Europe en Formation 2015/4 (n° 378), pages 126 à 145

Résumé : Si le Royaume-Uni a été pionnier dans la lutte contre la précarité énergétique et a contribué à stimuler un débat sur l'accès à l'énergie parmi les autres États membres de l'Union européenne, il semble toutefois que la question de justice énergétique ne soit pas traitée. Cet article vise à rendre compte des défis multidimensionnels qui sont liés aux notions de précarité énergétique et de justice sociale en Europe. Il cherche également à évaluer les impacts des politiques publiques sur la justice redistributive. Enfin sur la base des recherches conduites par certains chercheurs en Europe, à l'instar de Gordon Walker, il examine en quoi l'introduction d'un droit à l'énergie pourrait ou non améliorer l'équité énergétique.

https://www.cairn.info/revue-l-europe-en-formation-2015-4-page-126.htm?contenu=resume

- Sous la direction de François Bafoil, Ferenc Fodor, Dominique Le Roux, **Accès à l'énergie en Europe. Les précaires invisibles**, Presses de Sciences Po, 2014, 400 p.

Résumé : Dans une Europe aux budgets contraints et aux solidarités défaillantes, comment résorber la précarité énergétique d'une fraction croissante de la population ? La libéralisation du secteur de l'énergie en Europe devait faire baisser les prix par la concurrence, or elle a conduit à la concentration des opérateurs et à l'exclusion de nouveaux groupes sociaux. La précarité énergétique s'est accrue au point de toucher certaines « couches moyennes » : individus disposant d'un emploi ou familles propriétaires de leur logement, autrement dit non repérables par les services sociaux. À partir d'une enquête menée dans cinq pays – Royaume-Uni, France, Allemagne, Pologne, Hongrie –, cet ouvrage compare les politiques qui ont été développées face à ce phénomène encore mal défini et mal ciblé. Il fait le constat que les pouvoirs publics locaux et nationaux– indépendamment du poids des héritages historiques et des constructions institutionnelles – sont mal armés pour apporter des solutions efficaces et qu'ils doivent désormais compter avec des interlocuteurs devenus parties prenantes à l'échelle européenne : consortiums, réseaux d'acteurs, associations de consommateurs, etc. Un constat préoccupant de l'ampleur de la précarité silencieuse mais aussi celui, stimulant, de l'émergence d'actions collectives innovantes.

https://www.cairn.info/acces-a-l-energie-en-europe-2014--9782724615401.htm

- BERTRAND Damien et CARRERA Audrey, **Des quartiers sensibles aux quartiers durables, Profession Banlieue**, 2013, 50 p.

Résumé : Face aux problématiques socio-économiques des quartiers prioritaires, comment les principes d'intervention du développement durable et de la politique de la ville peuvent-ils se combiner pour atteindre des objectifs partagés ? L'éco-quartier, le quartier durable ou encore les concepts de « justice environnementale », de nature en ville ou les principes de diversité et d'évolutivité de l'offre de logements peuvent-ils être une réponse aux enjeux de la ville durable ?

https://www.professionbanlieue.org/Des-quartiers-sensibles-aux-quartiers-durable

1.3 Ressources et contributions IREV

- IREV (CRPV Hauts-de-France), **Des mobilités inclusives pour les déplacements du quotidien**, Quartier en Transition #4, février 2022, 28 p.

Résumé : l'entrée en phase opérationnelle du NPNRU interroge sur l'opportunité d'intégrer les enjeux du réemploi afin de réduire l'impact des projets sur l'environnement en valorisant le gisement de matériaux lié à la démolition de près de 100 000 logements à l'échelle nationale.

Outre les effets bénéfiques pour l'environnement et les ressources, de nombreux atouts de l'économie circulaire pour les quartiers sont à relever tels que la création d'emplois non délocalisables, l'augmentation du reste à vivre pour les ménages, le renforcement du lien social. Ces « externalités positives » pour les quartiers sont rappelées au sein des travaux du PIA « Ville Durable et Solidaire » et du club ANRU+ « innover dans les quartiers » ayant abouti à l'adoption d'un document de synthèse « L'économie circulaire dans les quartiers en renouvellement urbain ». Afin de débattre de ce sujet, l'IREV a proposé, dans le cadre du cycle des quartiers en transition, une rencontre qui s'est tenue le 30 juin 2021.

https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/synthese_des_quartiers_en_transition_rencontre4_0.pdf

- IREV (CRPV Hauts-de-France), **Des matières premières épuisables : vers l'économie circulaire dans les quartiers prioritaires**, Quartier en Transition #3, septembre 2021, 20 p.

Résumé : l'entrée en phase opérationnelle du NPNRU interroge sur l'opportunité d'intégrer les enjeux du réemploi afin de réduire l'impact des projets sur l'environnement en valorisant le gisement de matériaux lié à la démolition de près de 100 000 logements à l'échelle nationale.

Outre les effets bénéfiques pour l'environnement et les ressources, de nombreux atouts de l'économie circulaire pour les quartiers sont à relever tels que la création d'emplois non délocalisables, l'augmentation du reste à vivre pour les ménages, le renforcement du lien social. Ces « externalités positives » pour les quartiers sont rappelées au sein des travaux du PIA « Ville Durable et Solidaire » et du club ANRU+ « innover dans les quartiers » ayant abouti à l'adoption d'un document de synthèse « L'économie circulaire dans les quartiers en renouvellement urbain ». Afin de débattre de ce sujet, l'IREV a proposé, dans le cadre du cycle des quartiers en transition, une rencontre qui s'est tenue le 30 juin 2021.

https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/synthese_des_quartiers_en_transition_rencontre3.pdf

- IREV (CRPV Hauts-de-France), **Point sur : L'ÉCONOMIE INFORMELLE, des éléments de diagnostic à la recherche de solutions nouvelles**, septembre 2021, 4 p.

Résumé : Le 16 octobre 2019 s'est déroulé le Pop-Up dev éco à la Plaine Images à Roubaix-Tourcoing. L'événement visait à présenter les travaux, actions ou réflexions en matière de développement économique menés dans les quartiers prioritaires. L'économie informelle a été mise en débat au cours d'un parcours spécifique donnant lieu à des ateliers. Le fruit de ces travaux est disponible dans ce 4 pages.

https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/4_pages_irev_economie_informelle-bag-web.pdf

- IREV (CRPV Hauts-de-France), **Entre transition agroécologique et évolution des modes de consommation, accompagner les quartiers prioritaires vers l'alimentation durable**, Quartier en Transition #2, juin 2021, 27 p.

Résumé : La nécessité d'une transition alimentaire anime les débats actuels. Cette transition envisage une évolution vers des modes de productions qui permettent à la fois de nourrir les habitants en quantité et en qualité suffisante tout en préservant la planète et en étant économiquement viable. Ce qui interroge sur la garantie d'apporter aux populations issues des quartiers prioritaires un accès équitable à l'alimentation durable. Or, des difficultés sont préexistantes puisque les habitants de ces secteurs cumulent des indicateurs de

fragilités alarmants en matière de santé publique. A cela s'ajoute la crise sanitaire actuelle qui met la question de la précarité / l'insécurité alimentaire à l'ordre du jour. Celle-ci souligne plus que jamais la nécessité pour les quartiers prioritaires d'être pleinement intégrés aux filières de circuit court/bio, et aux stratégies alimentaires territoriales globales plutôt que dans une optique d'urgence d'aide alimentaire.

Cela implique de construire de nouveaux modes de gouvernance alimentaire territoriale qui incluent les potentiels des QPV tout en permettant de sensibiliser et de mobiliser les habitants de ces territoires spécifiques.

Il s'agit également de redonner sa place à l'agriculture dans nos territoires, via des dispositifs qui visent à réintroduire l'agriculture urbaine dans les quartiers tels que l'appel à projet Quartiers Fertiles de l'Anru qui repose sur une véritable ambition productive.

https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/synthese_des_quartiers_en_transition_-_rencontre2_0.pdf

- IREV (CRPV Hauts-de-France), **Le renouvellement urbain à l'épreuve des changements climatiques**, Quartier en Transition #1, février 2021, 29 p.

Résumé : Le réchauffement climatique est un phénomène qui touche l'ensemble de la population. Toutefois, les habitants des quartiers prioritaires présentent des indicateurs de vulnérabilité qui induisent une plus grande sensibilité face aux situations de crise et par conséquent à ce phénomène.
Au-delà de la nécessité d'adaptation au réchauffement climatique, au travers notamment des opportunités que constituent les opérations de renouvellement urbain, l'enjeu est de faire des quartiers non pas des territoires en situation de rattrapage mais de véritables démonstrateurs des mutations à engager.
Dans cette perspective, la rencontre du 20 novembre 2020 a permis d'ouvrir le champ des possibles et de rendre intéressante et passionnante cette notion de transition, afin d'en faire un levier pour réduire les inégalités en créant de nouvelles dynamiques et du lien social allant au-delà de la transformation physique initiée par le NPNRU.

https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/synthese_des_quartiers_en_transition_rencontre1_0.pdf

2. Cadre législatif et réglementaire : textes de référence

2.1 Textes nationaux

- Règlement général relatif au nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), Conseil d'administration, ANRU, Délibération N° 2015-51, 16 juillet 2015

- Règlement général et financier relatif au Programme d'investissements d'avenir « Villes et territoires durables », Axe 1 « Viser la très hautes performance et l'innovation environnementale pour le renouvellement urbain », Conseil d'administration, ANRU, AMI, 16 avril 2015

- Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine

- Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové

2.2 Développement durable, transition et résilience

- Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030 - Agissons pour un monde plus durable et solidaire. Les acteurs français s'engagent pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable, Le Gouvernement, février 2020, 36 p.

- LOI n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités

- Loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat
- Décret n° 2016-1504 du 8 novembre 2016 portant publication de l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015, signé par la France à New York le 22 avril 2016
- Décret n° 2015-1491 du 18 novembre 2015 relatif aux budgets carbone nationaux et à la stratégie nationale bas-carbone
- Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte
- Loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes
- Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement
- Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement
- **« Notre avenir à tous » - Rapport Brundtland**, Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED), avril 1987, 318 p.

2.3 Cadre régional

- **Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), Région Hauts-de-France, adopté lors de la séance plénière du 30 juin 2020**
- **Délibération de principe concernant les modalités de mobilisation de la réserve de performance des crédits régionaux pour le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain**, Région Hauts-de-France, Délibération n° 2020.02293, 09 décembre 2020
- **Accord de principe de participation à l'engagement partenarial pour le renouveau du bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais,** Région Hauts-de-France, Délibération n° 20170728, 29 juin 2017
- **Création du FRATRI (Fonds Régional d'Amplification de la Troisième Révolution Industrielle) par avenant aux deux conventions pluriannuelles 2015/2020 signées entre la Région, l'Etat, et l'ADEME,** Région Hauts-de-France, Délibération n° 20170473, 18 mai 2017
- **Soutien de la Région Hauts-de-France au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain,** Région Hauts-de-France, Délibération n° 20170046, 2 février 2017
- **Mise en œuvre de la Troisième Révolution Industrielle en région Hauts de France pour 2016/2021,** Région Hauts-de-France, Délibération n° 20161386, 13 octobre 2016

3. Aller plus loin

- Arte, **La précarité énergétique en France,** Virginie Cresci, émission du 30 décembre 2021, 2h28

Résumé : 54 millions de ménage en Europe sont touchés par la précarité énergétique. Avec l'inflation, ce chiffre pourrait augmenter en 2022. Pour pallier la hausse du prix de l'énergie, le gouvernement a mis en place un chèque énergie de 150 euros pour les familles concernées, en plus du chèque inflation. Nous avons rencontré Samia et sa fille qui souffrent du froid dans leur logement.

https://www.arte.tv/fr/videos/107314-000-A/la-precarite-energetique-en-france/

- France Culture**, En mal de toit : état des lieux du mal-logement,** 4 ÉPISODES, LSD, la série documentaire par Perrine Kervran

Résumé : Abri, refuge, miroir de notre personnalité… habiter est bien plus que s'abriter de la pluie ou du froid ou répondre à une exigence légale. Avoir un toit représente un enjeu vital pour l'équilibre et l'épanouissement de chacun, c'est rentrer à la maison, fermer la porte, se retrouver, construire son identité, pratiquer l'hospitalité… Même si les conditions d'habitations se sont globalement améliorées dans notre pays depuis l'appel de l'Abbé Pierre en 1954, 4 millions de personnes sont encore aujourd'hui sans abri, mal logées ou sans logement personnel. Le nombre de personnes sans domicile a, quant à lui, doublé en l'espace de 10 ans.

Qu'ils vivent en Bidonville à Paris, en camping à l'année, en hôtel meublé ou en copropriété dégradée, chacun des personnages de cette série raconte ses difficultés liées au logement. Certains sont locataires ou propriétaires, d'autres encore désespèrent d'obtenir un logement social ou vivent dans des habitats de fortune, mais la plupart d'entre eux subissent leur condition.

Ces témoignages incarnés et sensibles croisent les paroles d'experts - sociologues, philosophes, architectes, économistes - qui viennent donner du champ et mettre en perspective la situation du mal-logement en France.

https://www.franceculture.fr/emissions/series/en-mal-de-toit-etat-des-lieux-du-mal-logement-1

- Sophie Vaissière, Antoine Loubière, Jean-Michel Mestres, Annie Zimmermann, **L'écologie, l'énergie, les villes**, Urbanisme hors-série n°45, juillet 2013

Résumé : Pour faire suite au débat national sur la transition énergétique lancé en 2012, ce numéro élargit le regard aux liens entre l'écologie, l'énergie et les villes.

4. Sites internet de référence

Politique de la ville et renouvellement urbain :

https://www.anct.gouv.fr/
https://www.anru.fr/ et https://www.anruscope.fr/
https://www.anah.fr/
http://www.hautsdefrance.fr/
http://www.irev.fr/ et http://www.reseau-crpv.fr/
http://www.onpv.fr/
https://www.sig.ville.gouv.fr/

Ressources Transition, urbanisme et planifications durables :

https://www.ademe.fr/
Catalogue des ressources du Cerdd sur http://www.cerdd.org/
http://www.observatoire-climat-energie.fr/
https://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/
https://www.cerema.fr/fr

L'Irev gère un fonds documentaire riche de plus de 5 000 références (ouvrages, documents territoriaux, diagnostics, rapports de recherche, d'études, articles…) à disposition de tous. L'Irev contribue également à alimenter une base de données mutualisée avec d'autres centres de ressources régionaux, membres du réseau Ressources pour l'Egalité des Chances et l'Intégration (RECI). La base de données du Réseau RECI donne accès gratuitement à plus de 20 000 notices bibliographiques.

Les ressources proposées sont issues des bases de données du RECI (http://biblio.reseau-reci.org, voir ci-dessus) et de COSOTER (ressources sur la cohésion sociale et territoriale) : http://cosoter-ressources.info/opac/

Pour vos recherches documentaires : http://biblio.reseau-reci.org
ou contactez le 03 20 25 61 57

IREV – centre de ressources Politique de la ville Hauts-de-France
Bât. Arboretum – 7ème étage
135 Bd Paul Painlevé – 59000 Lille